

Parlons assurance



La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) fournit un service d'assurance essentiel aux entreprises établies au Québec.

Taux de prime

A blue-tinted background image showing a hand typing on a keyboard. In the lower right, there are silhouettes of various workers, including a construction worker, a person with a suitcase, and a person with a musical instrument. The year '2009' is written vertically in large white numbers.

2009

Cette assurance obligatoire permet d'indemniser les travailleurs et les travailleuses qui subissent des lésions à la suite d'un accident ou d'une maladie du travail.

En versant leur prime, les employeurs contribuent au financement du régime de santé et de sécurité du travail administré par la CSST. Ils protègent également leur entreprise contre le risque d'avoir à supporter un fardeau financier important.



La prévention,
j'y travaille!

Un régime d'assurance équitable

En matière de tarification, la CSST a pour objectifs d'assurer l'équité entre les employeurs, d'inciter à la prévention des accidents et des maladies du travail et de favoriser le retour en emploi prompt et durable des travailleurs ayant subi des lésions professionnelles.

Ainsi, les efforts qu'un employeur consacre à la gestion de son dossier de santé et de sécurité du travail contribuent à l'amélioration de sa performance, laquelle est prise en compte dans la détermination de sa prime.

La CSST applique trois modes de tarification : les modes au taux de l'unité, au taux personnalisé et rétrospectif.



La tarification au taux de l'unité: pour la petite entreprise

Ce mode de tarification s'adresse généralement aux employeurs dont la prime annuelle totale est inférieure à 7 000 \$. La prime est calculée à partir du taux de chaque unité dans laquelle les activités de l'entreprise sont classées et par tranche de 100 \$ de masse salariale assurable.

Les employeurs au taux de l'unité sont tarifés de façon collective: lorsqu'un accident se produit, c'est l'ensemble du groupe qui en supporte les coûts. Par contre, si chacun fait des efforts pour prévenir les accidents du travail ou en réduire les coûts, tous en bénéficient à long terme.



LES MUTUELLES DE PRÉVENTION : L'UNION FAIT LA FORCE

La CSST offre aux petites et aux moyennes entreprises la possibilité de se regrouper afin de former une mutuelle de prévention. C'est un moyen pour elles de s'engager dans une démarche qui favorise la prévention des accidents et des maladies du travail, la réadaptation et le retour au travail. Les entreprises membres d'une mutuelle sont tarifées collectivement selon le mode au taux personnalisé qui tient compte de leurs résultats communs en matière de santé et de sécurité du travail.

Pour de plus amples renseignements, composer le **1 866 302-CSST (2778)**.

La tarification au taux personnalisé: pour la moyenne et la grande entreprise

Ce mode de tarification s'applique aux employeurs dont la prime annuelle totale se situe, en règle générale, entre 7 000 \$ et 400 000 \$.

La prime est calculée à partir d'un taux personnalisé. Autrement dit, le taux de l'unité ou des unités correspondant aux activités de l'entreprise est ajusté pour tenir compte des efforts investis pour prévenir les lésions professionnelles, faciliter la réadaptation et favoriser un retour au travail prompt et durable.

En janvier 2009, environ 55 000 employeurs seront tarifés selon ce mode.

LES COÛTS NON IMPUTÉS: UNE PART IMPORTANTE DE LA PRIME DES EMPLOYEURS

Règle générale, le coût d'une lésion professionnelle est imputé à l'employeur du travailleur qui a subi la lésion. Toutefois, dans diverses circonstances, notamment lorsqu'un travailleur était déjà handicapé au moment de la survenance de la lésion, il peut arriver que certains coûts ne soient pas imputés à des dossiers d'employeurs. Il s'agit des coûts non imputés (CNI). Chaque année, une partie du taux de prime de tous les employeurs est consacrée au financement de ces coûts.

Depuis 2007, la *Décision de classification* permet aux employeurs d'avoir, pour chacune des unités de classification qui leur sont attribuées, une indication de la portion du taux de prime qui sert au financement des coûts non imputés. Les coûts non imputés constituent en moyenne **25 %** du coût total des lésions professionnelles.

La CSST poursuit sa réflexion sur l'équité du mode actuel de financement des CNI. Les employeurs seront informés des développements dans ce dossier.

La tarification rétrospective : pour la très grande entreprise

Ce mode de tarification est conçu pour l'entreprise dont la cotisation annuelle est généralement supérieure à 400 000 \$.

La tarification rétrospective a pour effet d'ajuster la cotisation de l'employeur en fonction de l'évolution sur quatre ans du coût des lésions professionnelles survenues au cours d'une année. L'ajustement tient compte de la limite par lésion déterminée par l'employeur en fonction de ses besoins d'assurance.

Un premier ajustement, provisoire, est effectué au terme d'une période de 24 mois et tient compte de l'évolution des coûts. Un employeur peut demander un second ajustement provisoire après 36 mois. L'ajustement rétrospectif a lieu après 48 mois.

Bonne gestion de la santé et de la sécurité : prime moins élevée

Suivant les principes de base de l'assurance, la prime varie en fonction de deux éléments : les risques associés aux activités exercées* par l'entreprise et le coût des lésions. Par exemple, la prime à payer pour assurer des travailleurs est beaucoup moins élevée dans le cas du personnel d'une pharmacie que dans le cas des ouvriers d'une usine.

Un employeur peut faire diminuer sa prime en prenant des moyens pour prévenir les lésions professionnelles. La CSST peut lui fournir assistance et conseils à cet égard.

* Pour refléter plus fidèlement les risques propres à une entreprise, la CSST distingue les activités que l'entreprise exerce **réellement** de celles qu'elle confie en sous-traitance.



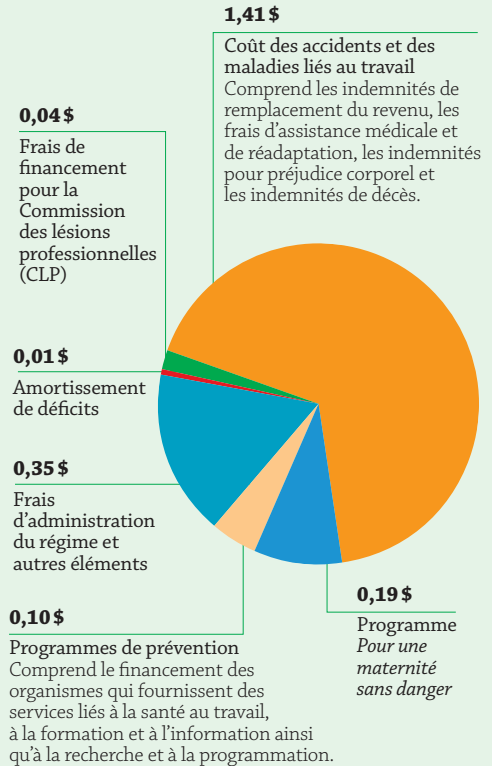
Si l'un de ses employés est victime d'un accident du travail ou contracte une maladie professionnelle, l'employeur a tout intérêt à maintenir son lien d'emploi et à favoriser son retour au travail prompt et durable. Cela lui permet de garder à son service une personne qualifiée et ayant de l'expérience tout en contribuant à la réduction de sa prime et des coûts du régime de santé et de sécurité du travail.

À quoi servent les primes ?

Le taux moyen de prime est calculé à partir des besoins financiers du régime de santé et de sécurité du travail et de l'ensemble des salaires assurables. Pour l'année 2009, la CSST évalue les besoins financiers du régime à environ **2,32 milliards de dollars**. Quant aux salaires assurables, ils sont estimés à **110,4 milliards**.

Le taux moyen de prime en 2009 est de 2,10 \$, ce qui représente une baisse d'environ 2 % par rapport au taux de 2008, qui se situait à 2,14 \$. La diminution du taux moyen est essentiellement attribuable à des modifications à la politique d'amortissement des surplus et déficits.

VOICI COMMENT SE RÉPARTIT LE TAUX MOYEN DE 2,10 \$:



LES ASSOCIATIONS SECTORIELLES PARITAIRES (ASP)

Les ASP sont des organismes voués à la prévention des lésions professionnelles. Constituées volontairement par les associations d'employeurs et les associations de travailleurs d'un même secteur d'activité, elles sont dirigées par des conseils d'administration paritaires et financées par une cotisation spécifique versée par ces employeurs.

Ces associations fournissent aux travailleurs et aux employeurs de leur secteur des services d'information, de formation et de conseil. Elles leur apportent une aide technique pour mettre en place un comité de santé et de sécurité et élaborer leur programme de prévention.

Pour plus d'information, consulter le site Web des ASP : www.preventionenligne.com.

Les étapes importantes

Voici les étapes à retenir en ce qui concerne l'établissement de la prime de 2009.

OCTOBRE 2008

La CSST informe l'employeur de la classification de ses activités. Elle lui expédie sa *Décision de classification* dans laquelle son ou ses taux de prime pour l'année de tarification 2009 sont indiqués.

JANVIER 2009

La CSST envoie à l'employeur le formulaire *Déclaration des salaires* afin de connaître les salaires assurables versés en 2008 et les salaires assurables prévus pour 2009. C'est à ce moment, entre autres, que l'employeur peut souscrire une protection personnelle pour les personnes de son entreprise non couvertes en vertu de la loi.

La CSST expédie aux employeurs visés l'*Avis de taux personnalisé* contenant les données ayant servi à calculer leurs taux.

MARS 2009

L'employeur doit retourner à la CSST le formulaire *Déclaration des salaires* dûment rempli **avant le 15 mars**. S'il ne respecte pas cette échéance, il se voit imposer une pénalité et des intérêts de retard.

La CSST expédie l'*Avis de cotisation*. L'employeur doit acquitter* sa prime, selon les modalités qui lui sont offertes, avant la date d'échéance de l'avis. S'il ne respecte pas les délais prévus, il se voit imposer des intérêts de retard.

Pour joindre la CSST, un seul numéro :
1 866 302-CSST (2778)

Abitibi-Témiscamingue

33, rue Gamble Ouest
Rouyn-Noranda
(Québec) J9X 2R3
Télec. 819 762-9325

Bas-Saint-Laurent

130, rue des Gouverneurs
Case postale 2180
Rimouski
(Québec) G5L 7P3
Télec. 418 725-6239

Chaudière-Appalaches

835, rue de la Concorde
Saint-Romuald
(Québec) G6W 7P7
Télec. 418 834-8031

Côte-Nord

Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles
(Québec) G4R 1Y1
Télec. 418 964-3959

Estrie

Place-Jacques-Cartier
Bureau 204
1650, rue King Ouest
Sherbrooke
(Québec) J1J 2C3
Télec. 819 821-6116

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

163, boulevard de Gaspé
Gaspé
(Québec) G4X 2V1
Télec. 418 368-7855

Île-de-Montréal

1, complexe Desjardins
Tour Sud, 31^e étage
Case postale 3
Succ. Place-Desjardins
Montréal
(Québec) H5B 1H1

Bâtiment et travaux publics (construction), transport et entreposage, industrie des aliments et des boissons, industrie du textile

Télec. 514 906-3112

Commerce, fabrication d'équipement de transport, administration publique, enseignement, imprimerie
Télec. 514 906-3233

Services médicaux et sociaux, services commerciaux et personnels, fabrication de produits en métal
Télec. 514 906-3510

Lanaudière

432, rue De Lanaudière
Case postale 550
Joliette
(Québec) J6E 7N2
Télec. 450 752-2602

Laurentides

6^e étage
85, rue De Martigny Ouest
Saint-Jérôme
(Québec) J7Y 3R8
Télec. 450 431-4330

Laval

1700, boulevard Laval
Laval
(Québec) H7S 2G6
Télec. 450 629-0147

Longueuil

25, boulevard La Fayette
Longueuil
(Québec) J4K 5B7
Télec. 450 442-6375

Mauricie et Centre-du-Québec

Bureau 200
1055, boulevard des Forges
Trois-Rivières
(Québec) G8Z 4J9
Télec. 819 372-3255

Outaouais

15, rue Gamelin
Case postale 1454
Gatineau
(Québec) J8X 3Y3
Télec. 819 778-8698

Québec

425, rue du Pont
Case postale 4900
Succursale Terminus
Québec
(Québec) G1K 7S6
Télec. 418 266-4025

Saguenay-Lac-Saint-Jean

Place-du-Fjord
901, boulevard Talbot
Case postale 5400
Chicoutimi
(Québec) G7H 6P8
Télec. 418 696-9957

Saint-Jean-sur-Richelieu

145, boul. Saint-Joseph
Case postale 100
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 6Z1
Télec. 450 359-8831

Valleyfield

9, rue Nicholson
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 4M4
Télec. 450 377-8228

Yamaska

2710, rue Bachand
Saint-Hyacinthe
(Québec) J2S 8B6
Télec. 450 773-8126

Service des comptes majeurs et des mutuelles de prévention

Bureau 381
524, rue Bourdages
Case postale 1200
Succursale Terminus
Québec
(Québec) G1K 7E2
Télec. 418 266-4653

7^e étage
1199, rue De Bleury
Case postale 6056
Succursale Centre-ville
Montréal
(Québec) H3C 4E1
Télec. 514 906-2961

www.csst.qc.ca :
une adresse branchée sur vos besoins !

* La prime peut être acquittée par Internet. La plupart des institutions financières offrent des services bancaires en ligne.